FFMC 74
Fédération Française des Motards en Colère
HAUTE-SAVOIE

Envoi par pli Recommandé
avec AR en 2 exemplaires
Monsieur le Président
Tribunal Administratif
2, place de Verdun
B.P 1135
38022 GRENOBLE

Annecy, le 18 juin 2025

Objet : ZFE-m du Grand Annecy - circulation des 2-3 Roues Motorisés (véhicules de catégorie L)
Recours contre l'arrêté ARR-2024-35 aux fins d'exclure les 2RM du dispositif

Monsieur le Président du Tribunal Administratif,

En suivi de l'Arrêté ARR-2024-35 – « Création d'une Zone à faibles émissions mobilité sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Grand Annecy » (pièce No 1), nous avons adressé un Recours gracieux à Madame Frédérique LARDET, Présidente du Grand Annecy, le 20/02/2025 par pli recommandé avec AR. (pièce No 2)

Ce courrier a été réceptionné le 21/02/2025 et est resté sans réponse, nous ouvrant ainsi un nouveau délai pour le présent recours administratif, et le rendant recevable devant votre Juridiction.

SUR L'INTÉRÊT POUR AGIR :

La Fédération Française des Motards en Colère (FFMC) a pour objet de défendre les droits des motards et de développer la pratique du 2 roues motorisé. Elle fait partie du Conseil National de la Sécurité Routière ; bénéficiant d'un agrément de l'Éducation Nationale, elle participe à l'éducation routière des jeunes par son programme ERJ au sein des collèges et des lycées.
L'antenne de Haute Savoie représente la FFMC sur son Département.

CONTEXTE :

Malgré nos multiples interventions, les exposés détaillés de nos arguments et nos participations dans le processus de consultation, le Grand Annecy s'obstine à maintenir les 2 RM dans sa ZF-m (Zone à Faibles Émissions) considérant qu'il ne serait pas compris par le public qu'une dérogation puisse être accordée aux usagers 2RM.

Or, une partie des ZFE a été rebaptisée « territoires de vigilance » du fait que leurs seuils de pollution sont inférieurs à la limite établie par le Gouvernement (40 ug/m3 de NO2), c'est le cas de la ZFE du Grand Annecy.

RAPPEL DES AVANTAGES DU 2RM :

- Inexistence de motorisation diesel
- Impact environnemental réduit (un 2RM émet en moyenne 2 fois moins de CO2 qu'une voiture)
- Fluidité de la circulation, pas sujet aux bouchons
- Emprise au sol réduite (entre 3 et 4 fois mois de place qu'une voiture)
- Pas d'impact dégradant les infrastructures (5 fois moins lourd qu'une voiture)
- Rejet de particules par dégradation des pneumatiques moindre
- Leur kilométrage annuel bien inférieur aux 4RM
- Dans la part des 20% de pollution attribuée aux transports routiers, l'impact des 2RM est insignifiant (-de 2%)
- Seulement 7 à 8% des déplacements du quotidien sont faits en 2RM.

Nous ne cessons d'affirmer que le 2RM est une solution pour la transition écologique de la mobilité urbaine ; cependant, il faut bien constater que la mise en place des ZFE devient un obstacle aux bénéfices apportés par l'utilisation de celui-ci.

Le Grand Annecy ne devrait-il pas prouver que ses mesures de restrictions sont utiles et ne vont pas à l'encontre du but recherché : fluidité du trafic et lutte contre la pollution ?
Or, et précisément par ses caractéristiques, inclure les 2RM dans sa ZFE va à l'encontre du but recherché

DISPARITÉS TERRITORIALES

La ZFE du Grand Annecy entraine de fait une disparité manifeste sur le département, l'Agglo d'Annemasse ayant exclu les 2RM de sa ZFE, idem pour nos voisins de Métropole Savoie.
Le seul secteur de la Haute-Savoie le plus sérieusement impacté par les émissions polluantes est la vallée de l'ARVE qui, lors de ses pics de pollution, interdit uniquement la circulation des camions, les feux de cheminées et restreint simplement la vitesse générale.
Sur le plan national, Montpellier, Reims, Nice, St Etienne et Clermont-Ferrand ont exclu les 2RM de leurs ZFE, et il est vraisemblable que ce sera aussi le cas à Lille, Nancy, Dijon, Tours et Caen.

Comment est-il concevable que les 2RM soient interdits dans certaines agglomérations et pas dans d'autres sans raisons objectives et différenciations particulières ?

Dans la partie VI de l'article 2213-4-1 du code des collectivités territoriales découlant de l'application de la Loi climat et résilience de 2021, il est expressément dit : *« dans les ZFE rendues obligatoires, l'autorité compétente prend des mesures de restrictions de la circulation des véhicules automobiles (….) dont le PTC est inférieur à 3,5 tonnes et disposant d'au moins 4 roues »*

A LA LECTURE DE CET ARTICLE LE 2RM NE DEVRAIT A PRIORI PAS ÊTRE CONCERNÉ PAR LES ZFE, NOUS DEMANDONS DONC LE RESPECT DE CE TEXTE LÉGISLATIF ET CONSIDÉRONS LÀ UNE ILLÉGALITÉ.

Certaines agglomérations comme le Grand Annecy sont allées au-delà du texte en considérant le 2RM comme un 4 roues, d'autres non, cela suscitant l'incompréhension de ces décisions difficilement justifiables.

RUPTURE D'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE ET SÉLECTION SOCIALE PAR LA VIGNETTE CRIT'AIR :

La vignette Crit'Air arbitre et sanctionne l'accès des ZFE, mais ne sélectionne nullement les véhicules en fonction de leurs émissions polluantes, mais par l'âge de ces véhicules donnant ainsi autorisation aux grosses cylindrées récentes et interdisant des plus anciennes bien entretenues et moins polluantes.

N'avons-nous pas d'un coup quitté le terrain du combat écologique légitime pour glisser sur un autre terrain nauséabond : celui de la rupture d'égalité entre citoyens ?

En effet, la liberté de circuler, droit fondamental, est bafouée, l'égalité est rompue entre ceux qui ont les moyens de s'affranchir des contraintes de cette mise en application et ceux, moins favorisés, qui ne les ont pas.
La fraternité, symbole de nos frontons républicains est remise en cause par la répression qui s'abattra pour le non-respect de cette réglementation sélective et injuste.

« ILS EXCLUENT LES PAUVRES DES CENTRE-VILLE POUR QUE LES RICHES PUISSENT RESPIRER DE L'AIR PUR ! » (Alexandre Jardin)
Nous venons en effet d'entrer dans une société en pleine ségrégation de classe.

La liberté de circulation dans l'espace public n'est-elle plus garantie par l'article 13 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, ceci depuis 1948 ?

Le Premier Ministre a-t-il déclaré l'état d'urgence sanitaire dans la ZFE du Grand Annecy comme semble-t-il ce devrait-être la procédure ? Bien sûr que non.

LES RÉACTIONS :

A noter que ces dispositifs font l'objet de diverses contestations : par exemple, en Grande Bretagne, les Blade Runers ont détruit 90% des caméras de surveillance de ULEZ qui applique le programme « zéro émission ». 50'000 britanniques ont refusé de payer leurs amendes.

En France, Agnès Pannier-Runacher, Ministre de la transition énergétique, a reconnu elle-même en audition devant le Sénat début février 2025, face caméra : « seuls 15% des français ont les moyens d'acheter des véhicules neufs »
Autrement dit : 85% des français ne le peuvent pas.

Les Présidents des grandes associations de Maires, David Lisnard, Président des Maires de France, Michel Fournier, Président des Maires ruraux ont spontanément réagi en soutenant le mouvement des #Gueux initié par Alexandre Jardin, en association avec la FFMC dans ce combat.

Ce collectif Les#Gueux s'est mobilisé le 6 avril et le 17 mai à Annecy (Docs No 3) ainsi que dans les principales Métropoles concernées en France.

Les réactions de nos Députés et Sénateurs de Haute-Savoie suite à notre mobilisation du 17 mai (Docs N° 4) montrent qu'ils commencent à s'inquiéter et semblent faire marche arrière à l'approche des prochaines échéances électorales.

Un sondage IFOP réalisé en ligne du 24 au 25 avril dernier auprès d'un échantillon de 1'000 personnes représentatives de la population française révèle que 78% des français disent stop aux ZFE, soit près de 8 français sur 10 : 87% des français savent désormais que les ZFE les menacent.

Un amendement à l'article 15 ter visant à supprimer les ZFE a été adopté le 26 mars 2025 par la Commission Parlementaire en charge de préparer la Loi de « simplification administrative ».

Celui-ci a été voté dernièrement par l'AN prouvant le malaise que suscite la brutalité de ces ZFE, mais l'ensemble de la Loi de « simplification de la vie économique » auquel est rattaché cet amendement devra passer devant une Commission mixte paritaire de Députés et Sénateurs pour trouver une version de compromis qui resterait sujette à une censure du Conseil Constitutionnel.

Dans ce contexte, nous poursuivons notre objectif, soit de tout mettre en œuvre afin d'obtenir une dérogation pour la circulation des 2RM dans la ZFE-m du Grand Annecy.

NOTRE DEMANDE A VOTRE JURIDICTION :

Considérant toutes nos remarques et notre incompréhension devant l'abus de pouvoir du Grand Annecy, la non-réponse de notre recours gracieux auprès de Madame la Présidente Frédérique Lardet, nous vous demandons Monsieur le Président ainsi qu'à votre juridiction d'exclure les 2 Roues Motorisés du dispositif ZFE-m du Grand Annecy.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos respectueuses et cordiales salutations.

RECOURS DÉPOSÉ PAR :

Patrick MARGUERETTAZ, Membre du Conseil d'Administration de la FFMC74
5 rue du Parc 74160 Saint Julien en Genevois
Tel : 06.47.76.00.38
Courriel : pat.marguerettaz@yahoo.com

EN PIECES JOINTES :

- Arrêté ARR 2024-35 du Grand Annecy (pièce No 1)
- Recours gracieux FFMC 74 (pièce No 2)
- Mobilisations contre les ZFE – Annecy - 6 avril et 17 mai 2025 (docs No 3)
- Réactions députés et sénateurs de Haute-Savoie (docs No 4)
- Justificatif d'identité du demandeur (doc No 5)
- Justificatif de domicile du demandeur (doc No 6)
- Mandat du demandeur pour représenter le Conseil d'Administration de son antenne FFMC74 (doc No 7)